



25/05/2012

Réponse à la consultation publique sur le financement de l'efficacité énergétique

GDF SUEZ développe ses activités autour d'un modèle basé sur une croissance responsable pour répondre aux grands enjeux énergétiques et environnementaux d'aujourd'hui et de demain : couvrir les besoins en énergie, assurer la sécurité d'approvisionnement, combattre le changement climatique et optimiser l'usage des ressources.

Le groupe GDF SUEZ soutient l'efficacité énergétique en tant que facteur essentiel pour parvenir à une économie européenne durable faiblement carbonée et intègre aujourd'hui l'objectif européen de réduction de consommation d'énergie dans ses actions. GDF SUEZ agit à la fois au niveau de la production d'énergie et des offres commerciales. Le Groupe améliore continuellement l'efficacité de ses opérations, par exemple à travers des investissements dans la cogénération hautement efficace, dans l'efficacité de ses centrales électriques, dans la réduction des pertes sur le réseau. Le Groupe est également largement impliqué dans la fourniture de services d'efficacité énergétique auprès de l'ensemble de ses clients. Des solutions concrètes d'efficacité énergétique demandent à la fois une approche experte et globale.

Pour arriver aux objectifs climatiques de l'UE, GDF SUEZ souligne l'importance :

- de la substitution des combustibles intensifs en carbone (comme le charbon et le fuel léger) dans le bâtiment par d'autres sources moins émettrices,
- de la maîtrise de la demande au niveau du consommateur (DSM),
- des développements technologiques au niveau de la cogénération, des chaudières à condensation et des pompes à chaleur ,
- et de la décarbonisation des transports (véhicules électriques et au gaz naturel), via un cofinancement de nouvelles infrastructures avec les autorités publiques.

1. Résoudre les défaillances du marché

(A) Est-ce que les obstacles identifiés dans le présent document sont les plus importants? Si non, quelles sont les « barrières » non identifiées et pourquoi sont-elles importantes ?

- Le manque de formation appropriée concernant les solutions d'efficacité énergétique au sein des PME dans le secteur de la construction / rénovation des bâtiments est une préoccupation majeure. Des efforts significatifs doivent être réalisés tant en formation initiale qu'en formation continue pour les entreprises et leurs collaborateurs, mais également les enseignants et les formateurs. Il s'agit de former l'ensemble de la filière sur la conception, la mise en œuvre et l'entretien / maintenance des solutions d'efficacité énergétique. Ce sont des points incontournables pour permettre à ceux qui les mettent en œuvre de s'engager sur la performance et la qualité des installations.
- Le manque d'éducation et d'information des maîtres d'ouvrage, tant particuliers qu'entreprises, sur la performance énergétique et économique des solutions d'efficacité énergétique est également un obstacle à la prise de décision.
- Le manque de visibilité à long terme des maîtres d'ouvrage sur les prix de l'énergie, sur la valeur « verte » de la performance énergétique des bâtiments ou encore sur les normes liées au confort ou à la



santé des occupants ne leur permettent pas de prendre rapidement les décisions d'investissement qui sont pourtant nécessaires dans le domaine de l'efficacité énergétique.

B) Quels sont les défaillances du marché les plus urgentes à résoudre ? A quel niveau (c.-à-UE, national / régional / local) pourraient-elles être résolues ?

- La formation et l'information, mentionnés ci-dessus, sont des questions prioritaires dont les effets seront ressentis à long terme. Elles doivent être abordées à tous les niveaux de l'UE (européen, national, régional, local) compte tenu de l'écart important entre la cible et la situation actuelle.
- La conception d'une feuille de route claire pour les prochaines décennies, comme mentionné au point (C) devrait également être une priorité aux niveaux européen et national.

(C) Comment ces défaillances peuvent-elles être traitées ? Par exemple, comment les changements de comportement qui sont nécessaires pour accélérer l'adoption de mesures d'efficacité énergétique par la société peuvent être enclenchés au niveau national ? Comment le marché des services énergétiques pour les ménages peut-il encore être stimulé ? Qu'est-ce qui pourrait croître la sensibilisation et la promotion de l'efficacité énergétique dans les bâtiments ? Comment le milieu des affaires (secteur du bâtiment, par exemple, sociétés de services énergétiques, les banques locales, etc.) peut-il contribuer à renforcer l'efficacité énergétique dans les bâtiments ? Comment les biais liés aux incitations financières peuvent-ils être le mieux combattus ?

- La formation et l'information devront mobiliser des ressources financières et organisationnelles importantes dans les décennies à venir. Une première étape importante serait déjà d'organiser dans l'UE une meilleure diffusion des bonnes pratiques dans la filière du bâtiment et une information des particuliers ou des entreprises sur les meilleures solutions énergétiques. Le défi de l'information pourrait être traité par une plus grande diffusion des étiquettes « énergie » ou des labels utilisés par les États membres en particulier pour les travaux de rénovation. A l'exemple du label « Bâtiment Basse Consommation (BBC) » qui a permis en France d'orienter la construction neuve vers des standards très performants, la promotion d'un label BBC pour la rénovation des bâtiments permettrait de guider les maîtres d'ouvrage, particuliers ou entreprises, et les entreprises qui mettent en œuvre vers des solutions de rénovation très efficaces et plus performantes que l'application simple de la réglementation dans les bâtiments existants.
- Des feuilles de route claires doivent être approuvées aux niveaux européen et national, pour tenir compte des éventuelles spécificités nationales, afin de définir des objectifs de long terme de la performance énergétique des bâtiments. Cela est déjà fait pour les bâtiments neufs au travers de la directive européenne sur la performance énergétique, mais tout reste à faire pour la rénovation des bâtiments existants. Ceci permettrait aux maîtres d'ouvrage d'avoir une vision claire de leurs obligations pour les décennies à venir et de prévoir les investissements nécessaires.

2. Améliorer l'accès au financement

(A) Les outils financiers de l'Union européenne pour l'efficacité énergétique dans les bâtiments sont-ils opérationnels ? Comment au niveau européen le financement pour l'efficacité énergétique (y compris le financement politique de cohésion) pourrait-il être amélioré ? En complément d'outils sur-mesure nationaux ou régionaux (c'est-à-dire des instruments financiers mis en place avec un apport de fonds la politique de cohésion), quel pourrait être le rôle d'outils financiers gérés au niveau européen dans ce contexte ?



Les instruments financiers européens devraient se concentrer sur le financement de la recherche et développement et de l'innovation dans le domaine du bâtiment.

(B) Comment pourrait-on mobiliser plus de financement privé (à la fois des investisseurs institutionnels et des propriétaires d'immeubles) pour les projets d'efficacité énergétique ? Quel serait le rôle du financement public (tant au niveau communautaire que national) dans ce contexte ? L'accès à une assistance technique (pour des projets de développement) est-elle une question pertinente et comment pourrait-elle être dispensée le plus efficacement au niveau national, régional ou local ? Comment pourrait-on améliorer les dispositifs de financement communautaire et nationaux afin de couvrir tous les segments de marché (résidentiel, tertiaire, bâtiments publics...)?

- Le principal problème des travaux de rénovation énergétique réside dans la faible rentabilité des projets, comparé aux taux d'intérêt bancaire, et dans des temps de retour sur investissement trop longs. Les investissements d'efficacité énergétique ne peuvent pas être toujours justifiés par eux-mêmes. Pour cette raison, ils doivent être complétés par d'autres dispositifs qui permettront d'accroître la rentabilité des projets ; il pourrait être intéressant de donner une « valeur verte » à la performance énergétique des bâtiments par des taxes ou des systèmes de bonus/malus...

(C) Est-il nécessaire d'avoir des systèmes qui permettent de garantir des investissements pour la rénovation énergétique des bâtiments ? Si oui, quelles garanties seraient nécessaires pour les investissements d'efficacité énergétique et comment devraient-elles être conçues ? Est-il nécessaire d'avoir d'autres mécanismes (par exemple des outils de partage des risques, des outils d'investissement) ?

- Un système de garantie peut être pertinent à la condition de créer au préalable les conditions qui permettent de rendre rentables les investissements dans le domaine de l'efficacité énergétique comme mentionné au point (B).

(D) Comment améliorer l'évaluation des enjeux, de la connaissance et des risques concernant les investissements en efficacité énergétique, tant des institutions financières que des investisseurs privés et des administrations et à tous les niveaux ?

-

(E) Existe-t-il des exemples de bonnes pratiques au niveau national ou régional (avec des données sur les coûts et les avantages) qui pourraient être appliqués plus largement ?

- En France, les contrats de performance énergétique ont été lancés récemment afin de stimuler les investissements dans les réductions de consommation d'énergie.

3. Renforcement du cadre réglementaire

(A) Y a-t-il nécessité de poursuivre au niveau européen la mise en place de nouvelles réglementations pour stimuler les investissements d'efficacité énergétique dans les bâtiments au-delà de la proposition de la Commission de directive sur l'efficacité énergétique ? Si oui, quelles sont les implications de ces mesures ?

- Comme mentionné dans l'article 1, une feuille de route pour l'efficacité énergétique dans les bâtiments est nécessaire pour accroître la visibilité à long terme des parties prenantes, et par conséquent des investissements, dans les prochaines décennies 2020, 2030, 2040 et 2050, à la fois aux niveaux national et européen.



- Pour aider à atteindre ces objectifs, de nouvelles mesures incitatives devraient être définies au niveau national et européen, basées sur des labels ou des étiquettes énergies définis à travers l'UE tels que le niveau BBC en France. Dans ce contexte, il est également souhaitable que la Commission européenne harmonise les différentes classes des étiquettes ou des labels « énergie » pour les bâtiments.
- Les dispositifs comme les certificats « blancs » ne doivent pas être l'unique solution pour atteindre les objectifs d'efficacité énergétique en Europe. D'ailleurs ils ne devraient pas être appliqués de manière uniforme en Europe sans tenir compte des spécificités nationales. Enfin, toutes les contraintes ne peuvent pas reposer sur les seuls fournisseurs d'énergie. D'autres mesures sont nécessaires en complément pour créer les conditions d'un développement des marchés de l'efficacité énergétique (i.e. des systèmes de taxe ou de subventions publiques, ou encore de bonus/ malus appliqués aux bâtiments).
- La rénovation énergétique des bâtiments pourrait être rendue obligatoire pour les propriétaires, des "bonus / malus" pourraient être définis pour expliciter la « valeur verte » d'un bâtiment... toutes ces idées doivent être sérieusement envisagées à côté des incitations financières. Elles sont nécessaires au développement d'un marché de l'efficacité énergétique.

(B) Quelles pourraient être les mesures spécifiques à prendre au niveau national pour mettre en œuvre et compléter le plus efficacement le cadre réglementaire au niveau européen pour l'efficacité énergétique?

-

(C) Quels sont les besoins spécifiques en matière d'orientation politique et de sensibilisation des parties prenantes ?

-

GDF SUEZ inscrit la croissance responsable au cœur de ses métiers pour relever les grands enjeux énergétiques et environnementaux : répondre aux besoins en énergie, assurer la sécurité d'approvisionnement, lutter contre les changements climatiques et optimiser l'utilisation des ressources. Le Groupe propose des solutions performantes et innovantes aux particuliers, aux villes et aux entreprises en s'appuyant sur un portefeuille d'approvisionnement gazier diversifié, un parc de production électrique flexible et peu émetteur de CO2 et une expertise unique dans quatre secteurs clés : le gaz naturel liquéfié, les services à l'efficacité énergétique, la production indépendante d'électricité et les services à l'environnement. GDF SUEZ compte 218 900 collaborateurs dans le monde pour un chiffre d'affaires en 2011 de 90,7 milliards d'euros. Coté à Bruxelles, Luxembourg et Paris, le Groupe est représenté dans les principaux indices internationaux : CAC 40, BEL 20, DJ Stoxx 50, DJ Euro Stoxx 50, Euronext 100, FTSE Eurotop 100, MSCI Europe, ASPI Eurozone et ECPI Ethical Index EMU.